

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE

CANTON DE SAINT-DIZIER-1

COMMUNE D'ALLICHAMPS

N° 05-2020

Le Maire de la Commune d'ALLICHAMPS,

- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-1 à L2213-4 ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R411-2, R411-8 et R411-25 à 28 ;
- Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière – livre 1 – 5eme partie – signalisation d'indication des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;
- Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures utiles de nature à assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les limites de l'agglomération au sens de l'article R110-2 du code de la route sont fixées ainsi qu'il est précisé dans le tableau ci-dessous, indiquant chaque entrée et sortie de la commune et leur positionnement suivant des coordonnées RGF 93 CC48.

<i>Route</i>	<i>Type</i>	<i>X</i>	<i>Y</i>
D185	Entrée	1839900.2163	7264423.8851
D185	Sortie	1839912.2936	7264427.3848
D185	Entrée	1840184.2501	7264117.7951
D185	Sortie	1840178.0317	7264109.9704
C4	Entrée	1839229.3027	7264154.2986
C4	Sortie	1839239.3164	7264158.9558
D263	Entrée	1839140.5256	7264001.8623
D263	Entrée	1839708.5914	7263772.2754
D263	Sortie	1839703.8903	7263765.0650

Article 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle, sera mise en place par la commune à chaque fois que nécessaire et notamment en cas de modification de leur précédent positionnement.

Article 3 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sont abrogées.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur aux lieux habituels prévus à cet effet dans la commune.

Article 6 : Conformément au code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Le Maire et le Commandant de la brigade de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, ainsi que toutes autres forces de police ou représentants de la loi, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALLICHAMPS, le 27 octobre 2020

Le Maire,

Pascale BELLIER

